



Les avocats toujours sans nouvelles de Sisiku Ayuk Tabe, le leader indépendantiste anglophone et 46 de ses cadres transférés à Yaoundé depuis le 30 janvier dernier.

« Nous n'avons toujours pas été autorisés à rencontrer qui que ce soit dans le cadre de cette procédure », confie Me Claude Assira.

Les rumeurs d'exécutions extrajudiciaires de ces sécessionnistes avaient été démenties par les autorités de Yaoundé qui soulignaient que les « indépendantistes se portent bien et sont à la disposition de la police judiciaire ».

Très actif depuis le déclenchement de la crise qui fragilise les régions anglophones du Cameroun depuis, le Réseau des Défenseurs des droits humains en Afrique Centrale (Redhac) a demandé à l'Etat du Cameroun de rendre public le lieu de détention d'Ayuk Tabe et les 46 autres séparatistes.

Le Département d'Etat américain a pour sa part demandé aux autorités camerounaises de respecter le droit à une procédure judiciaire en bonne et due forme pour les 47 personnes extradées du Nigeria vers le Cameroun pendant que l'Union européenne recommande d'éviter tout acte qui puisse attiser les tensions ou inciter à la violence entre camerounais.